

Synthèse des présentations et des échanges

RENDEZ-VOUS SUR L'HABITATION ET LE LOGEMENT SOCIAL EN MAURICIE DU 2 JUIN 2022

Septembre 2022

Réalisée par



Consortium
en développement social
de la Mauricie





Consortium
en développement social
de la Mauricie

Ce document a été réalisé en collaboration avec l'équipe de recherche et le comité de suivi composé du Centre de recherche sociale appliquée, du Centre de santé et des services sociaux Mauricie Centre-du-Québec, de la Fédération régionale des OSBL d'habitation Mauricie/Centre-du-Québec, de l'Office municipal d'habitation de Trois-Rivières et de la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie.

Quelques éléments à retenir de cette journée

Objectifs du Rendez-vous

- Présenter les résultats préliminaires de la recherche **Portrait de l'habitation et du logement social et communautaire en Mauricie : Mobilisation des connaissances** ;
- Développer une lecture commune de la situation de l'habitation en Mauricie ;
- Enrichir la collecte de données par la contribution des personnes présentes au rendez-vous ;
- Rétroagir sur l'interprétation des résultats ;
- Explorer les spécificités territoriales ;
- Susciter l'engagement envers les populations plus vulnérables.

Programme de la journée

Voir annexe en page 16.

Document synthèse

Ce document a été produit par le Consortium en développement social de la Mauricie avec la collaboration du Centre de recherche sociale appliquée, du Centre de santé et des services sociaux Mauricie Centre-du-Québec, de la Fédération régionale des OSBL d'habitation Mauricie/Centre-du-Québec, Office municipal d'habitation de Trois-Rivières et de la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie.

Note au lecteur : Les informations transmises dans cette synthèse font référence à la réalité du moment. Ils font référence à la « crise du logement » de l'été 2022, il est possible que des mesures ou programmes évoluent ou soient abandonnés.

La recherche

Le **Portrait de l'habitation et du logement social et communautaire en Mauricie** est une initiative de recherche-action du Consortium en développement social de la Mauricie qui a voulu mettre à jour le portrait qu'il avait réalisé en 2010. Il comporte 3 volets :

- la réalisation d'un portrait statistique ;
- un portrait qualitatif ;
- un regard sur les politiques et programmes publics en matière de logement social et communautaire.

Le volet qualitatif ajoute un approfondissement des besoins et des réalités de certains groupes de population plus vulnérables, entre autres en ce qui concerne l'habitation, l'exposition à des inégalités ou différentes formes de discrimination. Plus précisément, la recherche s'intéresse aux groupes de populations suivants :

- les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale et/ou de dépendance ;
- les personnes issues des autochtones ;
- les personnes immigrantes ou racisées ;
- les personnes fuyant une situation de violence et plus spécifiquement les femmes ;
- les personnes âgées à faible revenu.

Ce projet bénéficie du soutien financier de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL), du Consortium en développement social de la Mauricie (Consortium), de la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie (TCMFM) et de la contribution de divers partenaires de la région impliqués au comité de suivi¹.

La réalisation de la recherche a été confiée au Centre de recherche sociale appliquée (CRSA) et à une équipe composée des partenaires suivants qui contribuent à la réalisation de l'étude : Consortium, Centre intégré universitaire de santé et services sociaux (CIUSSS) Mauricie Centre-du-Québec et TCMFM.

¹ CIUSSS MCQ, Consortium, CRSA, TCMFM, Office municipal d'habitation de Trois-Rivières, Fédération régionale des OSBL d'habitation Mauricie/Centre-du-Québec, InfoLogis Mauricie.

Composition de l'assistance à cette journée

- » 118 personnes ont participé à ce rendez-vous ;
- » Ventilation de la participation selon l'appartenance ;
 - Quinzaine d'organismes impliqués en habitation : droits des locataires, office municipal d'habitation, réseau d'habitation communautaire, fédération des organismes à but non lucratif en habitation, groupe de ressources techniques, promoteur immobilier ;
 - Douzaine d'organismes communautaires œuvrant auprès des personnes démunies, itinérantes, handicapées, autochtones, immigrantes, âgées-retraitées, jeunes et étudiantes internationales
 - Vingtaine de personnes issues du secteur municipal (10 élu.e.s, directions, agent.e.s développement) ;
 - Quinzaine de personnes issues du Centre de santé et des services sociaux Mauricie Centre-du-Québec ;
 - Des concertations régionales représentant le développement régional, social, économie sociale, femmes, jeunes ;
 - Des institutions d'enseignement collégial et universitaire ;
 - Des ministères : affaires municipales et habitation ; travail, emploi et solidarité sociale ; francisation et immigration ;
 - Société d'habitation du Québec ;
 - Centre de recherche sociale appliquée.

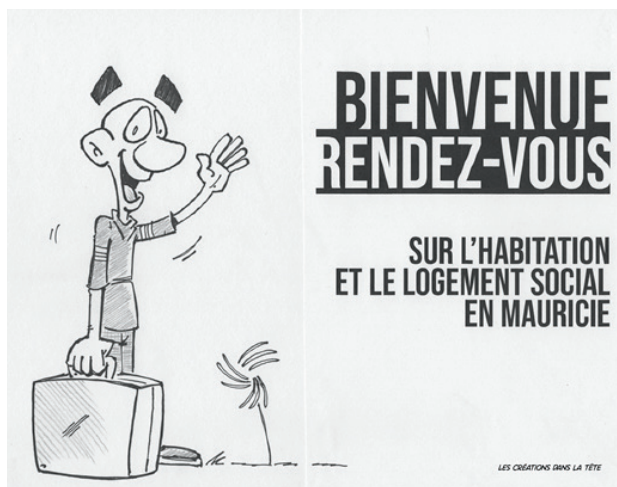


© Les Créations dans la tête

Mot de bienvenue

Lynn O'Cain, responsable à la vitalité et l'innovation sociale à Shawinigan, anime la journée.

Jean-Yves St-Arnaud, président du Consortium en développement social de la Mauricie et de la Table des élus de la Mauricie, explique que l'étude fait partie d'un ensemble de démarches menées par le Consortium sur l'enjeu de l'habitation qui est une priorité régionale.



© Les Créations dans la tête

Il précise que cette initiative a été rendue possible grâce au financement reçu du Fonds de recherche et de planification de la Société canadienne d'hypothèque et de logement dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement. Il profite de l'occasion pour remercier la Société d'habitation du Québec qui contribue au financement de ce 1^{er} rendez-vous régional.

Il souligne que l'actualité rappelle quasi quotidiennement l'urgence d'agir concernant l'habitation et particulièrement le logement social. Il est plus que temps d'intervenir. M. St-Arnaud lance en souhaitant ardemment réformer notre façon de travailler ensemble afin d'éviter les silos et de coopérer.

Mobilisation des connaissances, portrait de la situation

Lise St-Germain, directrice du Centre de recherche social appliquée (CRSA), présente les origines de la recherche et sa méthodologie, soulignant que ses particularités sont de documenter les besoins et réalités tels que vécu par les personnes des groupes de population ciblés et tels que perçus et compris par les intervenants et intervenantes qui les accompagnent. Elle explique le choix des groupes de population ciblés et la collaboration du milieu pour cette collecte de données qui s'est réalisée en période de vagues de COVID.

De plus, la réalité de la Mauricie implique des zones très urbanisées, des zones rurales comme les villages composant les MRC, des communautés autochtones et des territoires éloignés. Il est donc difficile de traduire fidèlement la réalité de l'habitation dans ces différents milieux. C'est pourquoi les personnes ont été regroupées selon leur appartenance territoriale dans les ateliers, dans la mesure du possible.

Ensuite sont présentées les étapes réalisées, soit la collecte de données qualitatives et le portrait des politiques publiques, deux volets dont les résultats préliminaires sont présentés pendant la journée. Le volet quantitatif de la recherche se poursuivra à l'automne 2022 au moment où les données du dernier recensement seront disponibles. La diffusion de l'ensemble des résultats est prévue à l'hiver 2023 lors d'un second rendez-vous régional. Celui-ci sera davantage axé vers les actions à poser.

Le Consortium de développement social de la Mauricie et les partenaires associés à ce projet de



recherche espèrent que ces nouvelles informations permettront de bien orienter l'action dans un plan régional afin d'améliorer la qualité et l'accessibilité du logement, notamment pour les populations les plus vulnérables.

L'objectif de présenter les résultats préliminaires vise à enrichir l'analyse à partir des connaissances du milieu et de saisir les enjeux en constante évolution dans un contexte qui se transforme rapidement.

Cartographie des politiques et des programmes publics

Laura-Kim Dumesnil, agente de recherche au Centre de recherche sociale appliquée (CRSA) avec la collaboration de Caroline Marcoux et Maude-Amie Tremblay, agentes de recherche, planification et programmation au Centre intégré universitaire de santé et services sociaux, introduisent le sujet en présentant le contexte actuel relativement aux difficultés d'accès à un logement salubre et abordable pour de nombreuses personnes.

Une vidéo produite par le journal Le Devoir² est partagée avec l'assistance. Cette vidéo illustre les origines et enjeux sociaux rattachés à la crise du logement. Les aspects de la rareté, de l'abordabilité, du faible accès au logement social, du logement comme source de revenus et autres sont explorés. Cette réalité touche toutes les régions du Québec. Cependant, le gouvernement tarde à reconnaître cette crise et cela retarde la réponse aux besoins des populations plus vulnérables et à besoins particuliers.

En complément d'information, on mentionne d'autres éléments de contexte dont le faible taux d'occupation qui permet aux personnes propriétaires de logements de discriminer davantage leurs locataires, étant assurés de louer les logements. Aussi, le contexte de pénurie de main-d'œuvre entraîne de plus un ralentissement à la fois de la construction de nouveaux logements et la rénovation de ceux nécessitant des réparations majeures ou mineures.

Une présentation, sous forme de cartographie, situe ensuite les diverses politiques et programmes relevant des trois paliers de gouvernements (fédéral, provincial et municipal). D'autres cartes explorent comment l'habitation est présente dans les orientations touchant les différents groupes cibles de la recherche. Ces cartes sont disponibles aux adresses suivantes : www.lecrsa.ca et www.consortium-mauricie.org.

Récemment, le gouvernement fédéral a nommé une défenseure du logement « qui travaille à la promotion et à la protection du droit en matière de logement au Canada » (site internet Commission canadienne des droits de la personne, 25 août 2022).

Sans contredit, la pression de la crise du logement se fait davantage sentir par les populations vulnérables qui sont tirées vers le bas de la pyramide sociale. C'est un effet direct d'un enjeu d'accès qui s'élargit à la classe moyenne.

Les politiques publiques sont importantes, car elles permettent d'avoir une vision plus globale de la situation et aussi, elles ont la capacité de réguler le marché selon les choix politiques faits.

² (<https://www.ledevoir.com/videos/712902/debrouillage-pourquoi-sommes-nous-dans-une-crise-du-logement>).

Présentation des premières données du portrait de l'habitation

Marie Pier St-Louis, agente de recherche au Centre de recherche sociale appliquée (CRSA), présente les résultats préliminaires de la collecte de données qualitatives auprès des populations ciblées et auprès des intervenant.e.s qui accompagnent ces populations. Bien que préliminaires, car les analyses seront finalisées à l'automne prochain, les résultats des entrevues illustrent clairement les besoins. Les constats présentés intègrent les points de vue de l'ensemble des groupes de discussion.

Six dimensions ont été abordées : la satisfaction générale, l'accessibilité (financière, physique, proximité, sans discrimination), la sécurité (physique, psychologique, publique et sociale), la salubrité, l'impact des changements climatiques et l'accès à l'information.

Voici quelques grands constats issus des groupes de discussion à prendre en compte :

- Les personnes vulnérables ont **peu d'attentes** au regard de leur logement, car elles doivent le plus souvent faire de nombreux compromis (prix, salubrité, dimension, emplacement) ;
- Tous les groupes rencontrés (personnes des groupes cibles et intervenant.e.s) ont relevé **l'importance de l'accompagnement** : important pour la défense des droits, éviter la discrimination, le soutien lors de période de crise, de transition ou par besoin d'éducation, d'information, d'intégration à une nouvelle

réalité sociale et contexte de vie (personnes immigrantes). Ces besoins d'accompagnement augmentent avec l'alourdissement des situations vécues par les groupes de population ciblées, et les ressources qui offrent ce soutien ont aussi besoin d'être mieux épaulées ;

- L'alourdissement des situations vécues touche à la fois les locataires en logement social ou communautaire, mais aussi en logement privé. Le **soutien pour les propriétaires** qui ont des locataires plus vulnérables est important notamment afin d'éviter de recourir à la police ou afin d'instaurer des modalités de paiement de loyer. Notons que les services actuellement offerts et financés par le gouvernement, même dans le milieu social ou communautaire, ne couvrent pas tous les types de besoin de soutien. Comment améliorer le soutien et l'accompagnement pour ces différents types de logement ? ;
- Plusieurs vivent de la **discrimination** : personnes autochtones, familles avec plusieurs enfants, personnes immigrantes, femmes. Les propriétaires sont souvent sélectifs, se basant sur l'apparence, le nom de la personne, son origine ethnique, etc. ;
- L'augmentation importante et récente des coûts des logements nuit à l'accès des moins nantis ;
- Parfois, les personnes basculent dans **l'itinérance**. Les populations vulnérables, vu leurs choix limités, se retrouvent souvent dans les logements en sous-sol ou aux étages, compliquant **l'accessibilité physique** si on est une personne âgée ou une personne handicapée, augmentant alors l'isolement ;
- Il est aussi fréquent que les logements accessibles financièrement soient dans des secteurs où les conditions de déplacement sont



inadéquates (pas de trottoirs par exemple), où le transport en commun est inexistant et trop loin des services. C'est l'enjeu de la **proximité**. L'accès géographique à son réseau de soutien social est aussi important pour ces populations ;

- Les logements subventionnés ne sont pas assez nombreux et les **listes d'attente** sont importantes et les critères d'accès contraignants ;
- Les groupes vulnérables ont aussi besoin d'un logement dans lequel ils se sentent chez eux, en **sécurité**. Les entrées non autorisées et non annoncées dans des logements ont été rapportées, notamment par des femmes ; ce qui exacerbe l'insécurité et les risques ;
- Les **changements climatiques** ont des effets plus importants dans les logements moins bien isolés, où l'humidité n'est pas contrôlée, ce qui amplifie le problème de moisissure. Et les groupes vulnérables doivent faire preuve de beaucoup de débrouillardise pour atteindre un minimum de confort, lorsqu'elles en ont les moyens, ce qui est rare ;
- La **crise du logement** ne touche pas que les groupes vulnérables, mais elle crée une pression supplémentaire sur eux. Les ménages de la classe moyenne doivent s'orienter vers des logements à moindre coût, lorsqu'ils ne peuvent assumer les hausses de loyer, logements qui auraient été occupés par des plus vulnérables. Le manque de ressources financières des groupes vulnérables les contraint alors à vivre dans des conditions minimales et même inacceptables ;
- Le **cumul des conditions difficiles** (logement de moindre qualité, éloignement, isolement) peut entraîner des risques sur la santé, physique ou mentale ;

- La réalité des chambreuse.eur.s passe souvent sous le radar. C'est une réalité mal connue qui cache de nombreux problèmes. C'est parfois un choix de mode de vie, mais souvent une forme d'itinérance cachée ou invisible, faute de moyens pour un logement qui répond davantage à ses besoins.

PÉRIODE DE BUZZ

À la suite des présentations de résultats de l'étude, nous avons invité deux personnes ayant une expertise dans le domaine de l'habitation, du logement social et communautaire à partager leurs premières réactions. Des éclairages apportés par Véronique Laflamme, du Front populaire d'action en aménagement urbain (FRAPRU), et de Richard Maziade, de la Fédération régionale des OSBL en habitation Mauricie/Centre-du-Québec, nous retenons les éléments et arguments suivants :

- Le logement est un droit et une responsabilité collective pour lequel il y a urgence d'agir afin de protéger les groupes vulnérables (absence de véritable choix, intimidation, éviction frauduleuse) ;
- La région compte une grande partie de locataires et ceux-ci sont plus pauvres au Québec. Les personnes âgées et locataires sont aussi en plus grand nombre qu'ailleurs ;
- La situation de crise du logement se détériore. Le taux d'inoccupation en Mauricie est au-delà de l'acceptable, la spéculation immobilière est importante et les prix des logements ont beaucoup augmenté. Le parc de logements à faible coût s'est effrité en Mauricie ;

- Les lois, les politiques en habitation doivent être renforcées et reconnaître les besoins des groupes de population plus vulnérables ainsi que celles des petites municipalités ;
- Le logement social représente un filet social, un modèle collectif à privilégier plutôt que de soutenir individuellement un propriétaire — locateur ;
- Des investissements sont attendus afin de maintenir la qualité des logements, construire de nouveaux logements sociaux et rénover ceux construits il y a des décennies passées ;
- La participation citoyenne est importante afin de nourrir la vision du quartier ou du village, favoriser la mixité et l'innovation sociale.

Les municipalités ont un rôle important à jouer et elles ont des leviers pour favoriser le développement du logement social. Il suffit qu'elles se donnent des objectifs de développement.

Elles peuvent réserver des terrains et des fonds, protéger les parcs locatifs, empêcher l'éviction, protéger les maisons de chambres, utiliser un nouveau droit de préemption à des fins de logement hors du marché privé, faire pression sur les autres paliers de gouvernements pour faire connaître les besoins. Le rôle de mobilisation du Consortium et de la concertation est important pour travailler ensemble avec les organismes du milieu et trouver de nouvelles avenues notamment par rapport au financement et à l'innovation sociale.

ATELIERS DE L'APRÈS-MIDI

Les personnes sont regroupées par territoire local, certains devant se diviser en plusieurs tables d'ateliers vu le nombre de personnes (Trois-Rivières 3 tables et Shawinigan 2 tables). Les ateliers ont pour objectifs de voir si les territoires locaux ont des particularités qui se distinguent des constats faits par la recherche à ce jour, et de voir comment ils entrevoient l'amélioration de la situation locale. Aussi, faire part d'enjeux restés dans l'ombre de la recherche (angles morts).

Deux questions principales sont posées :

1. Avez-vous des particularités à ajouter pour les groupes cibles par rapport à l'accès, à la sécurité et à l'accompagnement ? Quels sont les angles morts ?
2. Avez-vous des pratiques, des collaborations ou des pistes d'action, à proposer adaptées aux groupes ciblés pour réduire les problèmes liés au logement ?



© Les Créations dans la tête

Concernant les particularités des groupes cibles observées dans les territoires de la Mauricie, notons celles identifiées par plus d'un territoire :

- L'itinérance cachée ou invisible décrite comme le fait de vivre en chambre faute de choix, ou en alternance chez des proches. Nommée surtout à Trois-Rivières, Shawinigan et Haut-St-Maurice ;
- La transformation des logements en chambre pour accueillir des travailleurs et des travailleuses qui ne résident pas sur le territoire, privant d'un logement adéquat les ménages résidant dans la communauté. Nommée par Haut-St-Maurice et Maskinongé ;
- L'accès difficile à un logement adéquat pour les familles monoparentales, nombreuses, autochtones et/ou immigrantes. Nommé surtout à Shawinigan, Trois-Rivières et Mékinac ;
- Les problèmes d'hébergement pour les personnes âgées, la diminution importante de types d'hébergement, la fermeture de résidences privées de petite taille à faible coût, de lits de convalescence et l'accessibilité à des logements à un coût raisonnable. Nommés à Shawinigan, Trois-Rivières et MRC des Chenaux ;
- Le faible accès aux services de proximité pour les personnes âgées et les jeunes en milieu rural. Nommé par la MRC des Chenaux, MRC Mékinac.

Autres dimensions soulevées :

- Le manque de :
 - logements d'urgence et de transition ;
 - logements pour étudiant.e.s ;
 - logements supervisés ;
 - projets avec accompagnement social et communautaire ;
 - logements pour personne en grande pauvreté, au travail ou non.

- Les critères d'admissibilité au logement social en limitent l'accès ;
- La discrimination des populations immigrantes, autochtones et des jeunes et la méconnaissance des droits ;
- Le besoin d'hébergement pour femmes (victimes de violence : maison de 2e étape ; femmes itinérantes) ;
- L'importance du soutien à domicile et le manque de logements sociaux pour les aîné.e.s, surtout en contexte de vieillissement de la population.

Comme c'est souvent le cas lors d'ateliers, il est difficile d'en résumer fidèlement et de manière explicite les constats. Étant structurés autour des particularités territoriales, les actrice.eur.s locales seront en mesure d'en dégager les éléments importants afin de poursuivre le travail collaboratif sur leur territoire.

Cependant, les personnes présentes au Rendez-vous reconnaissent unanimement le manque de logements sociaux et communautaires.

Quelques pistes d'intervention relatives au financement ont été soulevées :

- Soutenir le financement, démystifier le montage financier et ajuster la contribution exigée du milieu entre autres, en considérant la capacité financière des municipalités ;
- Réduire les obstacles entre autres bureaucratiques ayant pour conséquence de prolonger le délai de réalisation des projets ;
- Réviser les réglementations non adéquates et non adaptées aux particularités territoriales ;

- Partager les connaissances sur les leviers municipaux.

Lors de la journée, certaines préoccupations ont été nommées quant à la stratégie gouvernementale de traiter l'enjeu de la crise du logement, soit l'approche par la création de logements abordables. Le logement abordable touche davantage la population appartenant à la classe moyenne. Cela ne répond pas aux besoins des populations les plus vulnérables qui se trouvent aussi confrontées aux enjeux de logement.

TABLE RONDE SUR LES PERSPECTIVES

Patrick Paulin, André Castonguay et Stéphanie Milot, trois panélistes, ont été invités à partager leurs pistes pour améliorer la situation. Les contenus sont présentés de manière à rapporter l'essentiel des réflexions sous des angles différents.

Le rôle des municipalités par Patrick Paulin, conseiller municipal Victoriaville

- Les présentations des résultats et les échanges révèlent des inquiétudes et amènent à réfléchir sur la place du secteur privé dans le logement social et celle du logement dans l'aménagement du territoire. Les élu.e.s ont la responsabilité d'en parler ;
- Les municipalités doivent prendre un leadership et s'approprier les nombreux leviers. Ce n'est

pas qu'à la communauté de s'organiser ;

- L'un des argumentaires à développer et à utiliser est que chaque dollar investi dans le logement social évite des coûts dans les programmes sociaux ;
- L'une des préoccupations est de s'assurer que l'on construit des logements où les personnes âgées peuvent vieillir le plus longtemps possible ;
- Quelques exemples concrets pour l'inspiration :
 - Victoriaville : habitation durable (VHD) et programme d'adaptation du domicile (PAD) pour rénovation de domiciles pour personnes handicapées ;
 - Drummondville : OMH et Innov Habitat Drummond pour rendre abordable plusieurs logements au cours des prochaines années ;
 - Un peu partout, et à Victoriaville, des centres d'hébergement temporaire pour la crise du logement (1^{er} juillet) sont développés.

Le rôle des OBNL en habitation selon André Castonguay, directeur général de la Fédération régionale des OBNL d'Habitation Québec Chaudière-Appalaches

- Encourager un rapprochement entre le monde municipal et le monde communautaire. Pour faire face aux enjeux en habitation, c'est essentiel d'unir les forces ;
- Penser l'hébergement en ce qui concerne la trajectoire de vie et en fonction des besoins qui évoluent selon l'âge ;

- Prévenir de la conséquence causée par le vide ou l'abolition du programme AccèsLogis. « C'est long d'élaborer un nouveau programme ! » ;
- Un exemple de projet concret à Québec : En 2017, un portail « guichet unique » a été initié à la suite d'une demande politique pour connaître l'état de situation des listes d'attentes. Le projet porté en groupe a permis de stimuler la concertation et le travail en partenariat. Le logement est maintenant dans les priorités municipales ;
- Positionner le logement social et communautaire lors des élections provinciales à venir.
- Réfléchir à la manière dont chaque organisme peut contribuer et favoriser le codéveloppement par une communauté de pratique ;
- Permettre de parler de la réalité des personnes les plus vulnérables face au logement pour un 1^{er} rendez-vous et planifier un prochain événement.

Le rôle de la concertation intersectorielle selon Stéphanie Milot, coordonnatrice Consortium en développement social de la Mauricie

- Sensibiliser au fait que le manque de logement ne touche pas que les populations vulnérables, mais elles en subissent plus durement les impacts ;
- Doter la région d'un portrait de l'habitation avec des données actualisées, un état de situation qui tient compte des réalités vécues et de l'évolution des besoins ;
- Avoir une approche globale qui tient compte des besoins des personnes plus vulnérables et éviter d'amplifier le problème d'habitation pour un certain groupe de population ;
- Insister sur la responsabilité partagée, regrouper une diversité d'acteurs (municipalités, citoyen.ne.s, organismes, privés), unir les efforts et apporter des solutions durables ;
- Penser à la diversité des types d'habitation dans les plans de développement et à l'économie sociale.



© Les Créations dans la tête

MOT DE LA FIN

Jean Boulet, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale ainsi que la région Mauricie s'est adressé aux personnes présentes par vidéo. Il a souligné l'importance de ce rendez-vous et le leadership du comité régional en habitation relevant du Consortium pour l'organisation de ce premier Rendez-vous.

ÉVALUATION DE LA JOURNÉE PAR LES PERSONNES AYANT PARTICIPÉ

- 52 formulaires complétés (44 %) ;
- Très bonne et bonne appréciation générale ;
- 80 % ont mentionné que la journée a permis d'échanger sur les préoccupations et enjeux associés aux réalités vécues par les groupes de population ciblés ;
- 75 % sont préoccupés par la sensibilisation aux réalités des groupes de population plus vulnérables ou discriminés ;
- 67 % sont soucieux d'identifier et mieux connaître une part des politiques et programmes publics relatifs à l'habitation visant à répondre aux besoins des groupes ciblés.

Plusieurs commentaires ont été émis, dont celui de partager les contenus présentés, ainsi que de planifier et organiser un rendez-vous annuel. Dans une prochaine édition, il a été proposé de favoriser

la participation d'actrices et acteurs du secteur privé non représentés jusqu'à présent.

Les commentaires émis invitent à mieux identifier les enjeux locaux et régionaux prioritaires en habitation pour les groupes cibles, tout en amorçant un engagement pour améliorer la réponse aux besoins.

L'évaluation a permis de recueillir les souhaits des personnes qui ont participé à la journée. Ces souhaits ont été catégorisés comme suit :

Société

- Plus grande inclusion sociale des personnes qui sont désaffiliées ;
- Création de logements sociaux ;
- Prôner un développement équitable ;
- Être proactif et innovateur, par une prise en charge du milieu, et présenter nos demandes régionales ; avec nos experts reconnus, pour augmenter l'offre de logements sociaux.

Politique

- Multiplier les interventions auprès de la classe politique afin de favoriser un éveil plus grand face à cette véritable crise du logement ;
- S'engager à mettre en place un levier financier en soutien à la construction de nouveaux logements ;
- Obliger les promoteurs privés à offrir du logement social ;
- Mettre en place des objectifs chiffrés et se doter de cibles concrètes ;

- Rester à l'écoute des différentes problématiques de la Mauricie ;
- Adapter les programmes d'habitation à notre réalité régionale et non l'inverse.

Promoteurs immobiliers

- Sensibiliser les propriétaires d'immeubles locatifs ;
- Insister sur l'importance du développement de logements sociaux.

Organismes

- Poursuivre la mobilisation et la concertation autour de la problématique du logement ;
- Agir concrètement avec l'ensemble des partenaires ;
- Réaliser des projets de logements sociaux adaptés aux besoins, avec des porteurs de dossiers régionaux.



© Les Créations dans la tête

LES SUITES DU PORTRAIT

Les travaux sur le portrait de l'habitation et du logement social en Mauricie : « mobilisation des connaissances » se poursuivent cet automne. La rédaction de brochures synthèses est en cours afin de partager le plus rapidement possible les connaissances sur les réalités des groupes de population ciblés ainsi que les politiques et programmes publics. L'analyse des données quantitatives récentes sur le logement s'intensifieront au fur et à mesure qu'elles seront disponibles.

Merci à toutes les personnes ayant contribué au succès de la journée, aux personnes participantes, à l'équipe de recherche, au comité organisateur, à l'animatrice et aux partenaires financiers.

Une réalisation de



www.consortium-mauricie.org
info@consortium-mauricie.org

L'événement a été possible grâce à la contribution financière :



Canada

Québec



ANNEXE



PROGRAMMATION

**Rendez-vous sur l'habitation et
le logement social en Mauricie**
2 juin 2022, 8 h 30 à 16 h
Delta de Trois-Rivières

8 : 30

Accueil

9 : 00

OUVERTURE

Mot de bienvenue par M. Jean-Yves St-Arnaud

Président du Consortium en développement sociale de la Mauricie et de la Table des élus de la Mauricie
à l'animation de la journée : Lynn O'Cain, responsable à la vitalité et l'innovation sociale à la ville de Shawinigan

9 : 15

**A LA COISÉE DE
L'HUMEUR ET LA
BANDE DESSINÉE**

Dans la tête de François

Deux bédéiste nous amène dans leur univers constitué de mots d'esprit, de jeux de mots et de commentaires
humoristiques sur l'actualité.

François St-Martin, auteur et Marc Bruneau, illustrateur

9 : 30

**RECHERCHE EN
COURS**

Mobilisation des connaissances : portrait de l'habitation et du logement social en Mauricie

Qu'est-ce qu'on cherche à savoir? pourquoi? comment? comment y arriver?

Lise St-Germain, Centre de recherche sociale appliquée (CRSA)

9 : 40

**CARTOGRAPHIE
DES POLITIQUES
ET PROGRAMMES
PUBLIQUES**

Comment les besoins des populations des groupes cibles sont-ils prise en compte?

Survol de l'habitation et les besoins des populations des groupes cibles

Laura-Kim Dumesnil, CRSA

10 : 25

PAUSE

10 : 40

**PRÉSENTATION DES
PREMIÈRES DONNÉES
DU PORTRAIT DE
L'HABITATION**

Que disent les intervenant.e.s et les personnes quant au vécu par rapport à l'habitation?

Marie-Pier St-Louis, CRSA

Buzz : réactions et partage

12 : 00

DÎNER

13 : 15

Synthèse de l'avant-midi

13 : 45

ATELIERS

Les particularités territoriales, les nouveaux éléments restées dans l'ombre, les enjeux, les pistes d'action et de
solutions

15 : 00

Plénière

15 : 50

**TABLE RONDE
AVEC INVITÉ.E.S**

Et maintenant? Pistes d'action

16 : 00

CLOTURE

Mot de de la Fin...Dans la tête de François

Une initiative du comité régional en habitation.

Comité organisateur : CIUSSS MCQ, CRSA, Consortium DS, Infologis Mauricie, Pôle en économie sociale de la Mauricie, Table de concertation du
mouvement des Femmes des la Mauricie.

Avec la contribution financière :



Canada  **Québec** 